



Avec son  
association-membre



et



Communiqué de presse – Lundi 19 octobre

### **Liaison Castres Toulouse : le débat public s'ouvre enfin !**

**Le 21 octobre, le débat public sur la liaison Castres - Toulouse, s'ouvre. Il permettra enfin d'aborder les vraies questions sur l'opportunité du projet autoroutier présenté par l'Etat et de le comparer avec toutes les autres solutions.**

#### **Un débat public pour faire toute la vérité sur le projet**

Nous arrivons enfin à une étape décisive : celle d'un débat public ouvert à toutes les parties prenantes.

Pour Michel Dubromel, Pilote du réseau Transports et mobilité durables de la fédération nationale France Nature Environnement : « *Le contenu du dossier est bien plus complet que celui fourni en fin 2007-début 2008 pour la pseudo-concertation. Cela montre, une fois de plus, le rôle central que joue la Commission nationale du débat public, et bien sûr, les commissions particulières associées pour que le citoyen ait accès à des informations et que le débat portant sur l'opportunité ait lieu.* »

#### **Un coût d'usage exorbitant**

Depuis 2007, le Collectif RN 126 <http://rn126.free.fr> défend des solutions alternatives à l'autoroute dans l'intérêt collectif . « *Une première confirmation de nos contre-arguments sur ce projet, est en particulier le coût du péage qui serait de l'ordre de 14€50, en valeur août 2009, pour un aller-retour Castres – Toulouse et donc inaccessible à la majorité des usagers.* » déclare Frédéric Manon, Porte parole du Collectif RN 126

#### **Pour un usage pertinent des fonds publics**

Pour José Cambou, Vice Présidente de FNE Midi-Pyrénées, « *Le dossier ne fait pas apparaître le positionnement des divers acteurs publics appelés dans le cadre de la concession autoroutière à subventionner 100 millions d'euros HT sur le budget total de 247 millions (soit 40 % du total). Le dossier ne présente en fait qu'un seul projet ; la variante ne portant que sur le plan de financement donc sur le phasage induit. On peut légitimement se demander si les 100 millions d'euros HT ne permettraient pas des aménagements intelligents et suffisants sur l'itinéraire actuel.* »